

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 24 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**Bernard PLANCON**

« Picarnon »  
58220 Ciez

Références : 230439  
Code AIOT : 0100010627

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement Bernard PLANCON, implanté au lieu-dit « Picarnon » - 58220 Ciez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a eu lieu suite à deux plaintes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Bernard PLANCON
- Picarnon 58220 Ciez
- Code AIOT : 0100010627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il a été constaté l'exploitation de deux carrières à ciel ouvert sans autorisation.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Constat d'activité illégale

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Autorisation	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Une activité d'extraction de matériaux a été constatée en deux emplacements sans autorisation.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime autorisation, rubrique 2510-1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Les exploitations de carrières sont soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté l'exploitation de deux carrières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Carrière 1 : sur les parcelles ZB n° 144, 145 et 146 de la commune de Ciez (n° INSEE 58077) au lieu-dit « Picarnon ». L'exploitation est réalisée sans l'autorisation prévue au L. 512-1 du code de l'environnement.</li> <li>- Carrière 2 : sur les parcelles ZB n° 111 et 110 de la commune de Ciez (n° INSEE 58077) au lieu-dit « Picarnon ». L'exploitation est réalisée sans l'autorisation prévue au L. 512-1 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>D'après les éléments en possession de l'inspection, ces parcelles seraient exploitées par un particulier à qui est également adressé ce rapport.</p> <p>Des matériaux supposément extrait de ces carrières ont été observés sur les parcelles ZB n° 154, 155 et 156 et également sur un chemin entre les parcelles ZB n° 109 et ZA n° 068.</p> <p>De plus, des déchets (VHU, poubelles, etc.) ont été observés sur les différentes parcelles.</p> <p><b>Concernant l'activité carrière, l'exploitant doit, dans les plus brefs délais, soit régulariser sa situation, soit remettre en état les parcelles concernées.</b></p> <p><b>Concernant les déchets retrouvés sur place, l'exploitant doit remettre en état les parcelles concernées dans les plus brefs délais.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier